

§ 6. Le Sociaal Economische Raad voor Vlaanderen assume le secrétariat du Comité d'accompagnement (convocation et compte rendu).

§ 7. Le Comité d'accompagnement établit un règlement d'ordre intérieur, qui règle son fonctionnement. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a la politique de l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2907

[C - 98/27599]

8 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'indemnisation des dommages causés par certaines espèces animales protégées

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 58sexies, inséré par le décret du 22 janvier 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, donné le 26 mai 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 octobre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu la délibération du Gouvernement du 12 mars 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 29 juin 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° espèces protégées : le blaireau européen (*Meles meles*), la loutre commune (*Lutra lutra*), le castor européen (*Castor fiber*), le héron cendré (*Ardea cinerea*) et le grand cormoran (*Phalacrocorax carbo*);

2° dommages : les dommages pour lesquels une indemnisation peut être demandée en vertu de l'article 58sexies de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

3° expert : personne dont la compétence dans le domaine des dommages causés par des espèces animales sauvages est reconnue;

4° circonscription territoriale de gestion forestière : la Direction prise au sens de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière;

5° ingénieur agronome : l'ingénieur agronome de circonscription de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne correspondant à la circonscription territoriale de gestion forestière dans laquelle la majorité des dommages ont été constatés;

6° ingénieur forestier : le directeur de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, en charge de la circonscription territoriale de gestion forestière dans laquelle les dommages ou la majorité de ceux-ci ont été constatés;

7° Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions.

Art. 2. § 1^{er}. La commission administrative est présidée par l'ingénieur forestier.

Sauf exception justifiée par des circonstances exceptionnelles, la Commission administrative tient ses réunions à la résidence administrative de l'ingénieur forestier.

§ 2. Les prestations des membres des commissions administratives ne sont pas rémunérées, à l'exception des experts, lesquels ont droit :

1° à une rémunération fixée à un taux de quatre mille francs par vacation de trois heures;

2° au remboursement des frais de parcours aux conditions fixées par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. A cette fin, ces personnes sont assimilées au fonctionnaire du rang A3.

La rémunération et le remboursement se font mensuellement sur base d'une note de frais établie et certifiée véritable et sincère adressée au président de la commission administrative.

Art. 3. § 1^{er}. La demande d'indemnisation est adressée au président de la commission administrative sur le territoire duquel le dommage a eu lieu. Le dossier peut, le cas échéant, être complété dans les dix jours. La demande doit être signée par le demandeur.

Lorsque les biens endommagés dépendent d'une indivision, la demande peut être introduite par l'un des indivisaires au nom de ceux de ses co-indivisaires qui lui ont donné mandat à cette fin.

§ 2. Dans la mesure où le demandeur a subi des dommages sur des terrains situés sur le territoire de plusieurs commissions administratives, il est tenu d'adresser sa demande d'indemnisation pour l'ensemble des dommages, à la commission administrative sur le ressort territorial duquel a eu lieu la plus grande proportion de dommages.

§ 3. La demande d'indemnisation comprend :

1° le formulaire de demande d'indemnisation suite aux dommages causés par une des espèces protégées visées au présent arrêté, dont le modèle est reproduit en annexe du présent arrêté;

2° un extrait de carte topographique au 1/10 000e ou 1/25 000e sur laquelle sont entourés d'un trait rouge les parcelles ou terrains concernés;

3° un formulaire complété par la Caisse d'Assurance sociale attestant de la qualité d'exploitant agricole, forestier ou horticole ou de pisciculteur à titre principal;

4° tous les éléments d'information dont dispose le demandeur et qu'il estime utile.

Art. 4. § 1^{er}. Dès réception de la demande d'indemnisation, le président de la commission administrative désigne le ou les experts qui se rendent sur les lieux en présence du demandeur, dans les sept jours ouvrables à dater de la réception de la demande.

Le ou les experts rédigent un rapport dans lequel figure notamment une évaluation financière du dommage. Ce rapport est transmis au président de la commission administrative dans les 5 jours ouvrables qui suivent leur visite sur les lieux.

§ 2. Si un membre de la commission administrative n'offre pas des garanties d'impartialité suffisantes à propos de la demande d'indemnisation, il doit se récuser avant l'examen du dossier.

§ 3. Dans un délai de trente jours ouvrables à compter de la réception de la demande, la commission administrative statue sur cette demande, par consensus, et notifie au demandeur, sous pli recommandé, la décision fixant s'il y a lieu le montant du préjudice.

La commission administrative peut octroyer un complément d'indemnité et prescrire au demandeur d'affecter celui-ci à la mise en place de moyens destinés à prévenir la répétition des dommages qui ont eu lieu. Ce complément est versé en sus des montants de l'indemnisation des dommages causés.

Art. 5. L'indemnisation ne couvre pas les dommages dont le montant ne dépasserait pas cinq mille francs par demande, de même, qu'elle ne les couvre pas au-delà d'un montant de cinq cent mille francs par demandeur et par année civile.

Sans préjudice des montants prévus à l'alinéa précédent, l'indemnisation pour des dommages causés par des hérons ou des cormorans est limitée à un maximum de quinze mille francs par hectare d'eau libre de pisciculture.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur lors de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre ayant la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe

DEMANDE D'INDEMNISATION SUITE AUX DOMMAGES CAUSES
PAR CERTAINES ESPECES ANIMALES PROTEGEES

Formulaire à remplir, en lettres majuscules, et à remettre dûment complété et signé au président de la commission administrative de votre circonscription.

1° Identification

Numéro d'exploitation (1) :

Superficie totale des terrains :

..... ha..... a.....ca

Nom :

Prénom (ou nom (2)) :

Date de naissance du demandeur (2) :

Rue et numéro :

Code postal et localité :

Province :

Téléphone .../.....

Téléfax : .../.....

Numéro de compte :...-.....-

2° Déclaration :

Je déclare être exploitant agricole / pisciculteur / exploitant forestier / horticulteur (3) et avoir pris connaissance des conditions imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'indemnisation des dommages causés par certaines espèces animales protégées en vue d'obtenir une indemnisation suite aux dommages causés par l'espèce protégée suivante :

J'établis sur le tableau ci-après l'inventaire de l'ensemble des parcelles de mon exploitation pour lesquelles je demande une indemnisation suite aux dommages causés par une espèce animale protégée. Je joins également un extrait de carte topographique au 1/10 000e ou au 1/25 000e sur laquelle sont entourées d'un trait rouge les parcelles ou terrains concernés.

Je joins à la présente / je ferai parvenir dans les dix jours (3) un formulaire complété par la Caisse d'Assurance sociale qui atteste de ma qualité d'exploitant agricole / de pisciculteur / d'exploitant forestier / d'horticulteur (3) à titre principal ainsi que toute information que je juge utile.

J'atteste que ces déclarations sont sincères et complètes.

(date et signature du demandeur)

TABLEAU D'INVENTAIRE DES PARCELLES OU SE SITUENT LES DOMMAGES

N° carte topographique au 1/10 000e ou au 1/25 000e	N° de parcelle et n° cadastral	Superficie de la parcelle		
		ha	a	ca
		ou nombre total d'individus : ou biomasse totale :		

(1) Comme mentionné sur la carte d'identification de votre exploitation (uniquement pour les exploitants agricoles)

(2) En cas de personnalité juridique : indiquer le nom et l'âge du (ou des) gérant(s) de l'exploitation

(3) Biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 1998 relatif à l'indemnisation des dommages causés par certaines espèces animales protégées.

Namur, le 8 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 2907

[S - C - 98/27599]

**8. OKTOBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung
über die Entschädigung für durch bestimmte geschützte Tierarten verursachte Schäden**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere des durch das Dekret vom 22. Januar 1998 eingefügten Artikels 58sexies;

Aufgrund des am 26. Mai 1997 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;
Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 12. März 1998 über den Antrag auf Begutachtung innerhalb einer Frist von einem Monat;
Aufgrund des am 29. Juni 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° geschützte Tierarten: der Dachs (*Meles Meles*), der Fischotter (*Lutra lutra*), der Biber (*Castor fiber*), der Fischreiher (*Ardea cinerea*) und der Kormoran (*Phalacrocorax carbo*);

2° Schäden: die Schäden, für die eine Entschädigung aufgrund von Artikel 58sexies des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur beantragt werden kann;

3° Sachverständiger: Person, deren Sachkenntnisse im Bereich der durch wilde Tierarten verursachten Schäden anerkannt sind;

4° territorialer Waldbewirtschaftungsbezirk: die Direktion im Sinne von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 über die Beamten der Forstverwaltung;

5° Agraringenieur: der Agraringenieur des Bezirks der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, der dem territorialen Waldbewirtschaftungsbezirk entspricht, in dem die meisten Schäden festgestellt worden sind;

6° Forstingenieur: der Direktor der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, der für den Waldbewirtschaftungsbezirk zuständig ist, in dem die Schäden oder die meisten Schäden festgestellt worden sind;

7° Minister: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört.

Art. 2 - § 1 - Der Vorsitz der Verwaltungskommission wird vom Forstingenieur geführt.

Außer bei durch außergewöhnliche Umstände begründeter Ausnahme versammelt sich die Verwaltungskommission am Amtssitz des Forstingenieurs.

§ 2 - Die Leistungen der Mitglieder der Verwaltungskommissionen werden nicht entlohnt, mit Ausnahme der Sachverständigen, die Anrecht haben auf:

1° ein festes Entgelt, das einem Betrag von viertausend BEF pro Sitzungszeit von drei Stunden entspricht;

2° die Rückvergütung der Fahrtkosten unter den Bedingungen, die durch den Königlichen Erlaß vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten festgelegt sind. Zu diesem Zweck werden diese Personen Beamten des Rangs A3 gleichgestellt.

Die Zahlung des Entgelts und die Rückvergütung der Fahrtkosten erfolgen jeden Monat auf der Grundlage einer für richtig bescheinigten Auslagenrechnung, die dem Vorsitzenden der Verwaltungskommission übermittelt wird.

Art. 3 - § 1 - Der Entschädigungsantrag wird dem Vorsitzenden der Verwaltungskommission, auf deren Gebiet der Schaden stattgefunden hat, zugeschickt. Die Akte kann gegebenenfalls binnen zehn Tagen ergänzt werden. Der Antrag muß vom Antragsteller unterzeichnet werden.

Wenn die beschädigten Güter von einer ungeteilten Rechtsgemeinschaft abhängen, kann der Antrag von einem der Gemeinschaftsteilhaber im Name derjenigen Miteigentümer, die ihm zu diesem Zweck Vollmacht erteilt haben, eingereicht werden.

§ 2 - Wenn der Antragsteller Schäden auf Grundstücken erlitten hat, die auf dem Gebiet mehrerer Verwaltungskommissionen gelegen sind, ist er verpflichtet, seinen Entschädigungsantrag für die gesamten Schäden an die Verwaltungskommission zu schicken, auf deren territorialem Waldbewirtschaftungsbezirk die meisten Schäden stattgefunden haben.

§ 3 - Der Entschädigungsantrag umfaßt:

1° das Formular des Antrags auf Entschädigung infolge von Schäden, die durch eine der im vorliegenden Erlaß erwähnten Tierarten verursacht worden sind, dessen Muster dem vorliegenden Erlaß als Anlage beigefügt wird;

2° einen Auszug aus einer topographischen Karte im Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000, auf der die betroffenen Parzellen oder Grundstücke rot umrandet werden;

3° ein durch die Sozialversicherungskasse ausgefülltes Formular zur Bescheinigung der hauptberuflichen Tätigkeit des Antragstellers als Landwirt, Forstwirt, Gärtner oder Fischzüchter;

4° die gesamten Informationen im Besitz des Antragstellers, die er für nützlich hält.

Art. 4 - § 1 - Sofort nach Eingang des Entschädigungsantrags bezeichnet der Vorsitzende der Kommission den bzw. die Sachverständigen, die sich innerhalb von sieben Werktagen nach Eingang des Antrags in Anwesenheit des Antragstellers an Ort und Stelle begeben.

Der bzw. die Sachverständigen verfassen einen Bericht, der unter anderem eine finanzielle Veranschlagung des Schadens angibt. Dieser Bericht wird dem Vorsitzenden der Verwaltungskommission innerhalb von fünf Werktagen nach dem Ortstermin übermittelt.

§ 2 - Wenn ein Mitglied der Verwaltungskommission keine genügende Garantie der Unparteilichkeit betreffend den Entschädigungsantrag nicht bietet, ist er verpflichtet, sich vor der Überprüfung der Akte zu enthalten.

§ 3 - Innerhalb einer Frist von dreißig Werktagen ab Eingang des Antrags beschließt die Verwaltungskommission in Einstimmigkeit über den Antrag und teilt dem Antragsteller per Einschreibebrief den Beschluß über die eventuelle Festlegung der Höhe des Schadens mit.

Die Verwaltungskommission kann einen Entschädigungszuschlag gewähren und dem Antragsteller die Anweisung geben, diesen Zuschlag für den Einsatz von Maßnahmen zur Vermeidung der Wiederholung der erlittenen Schäden zu verwenden. Dieser Zuschlag wird zusätzlich zu den Beträgen der Entschädigung für die verursachten Schäden gezahlt.

Art. 5 - Die Entschädigung deckt nicht die Schäden, deren Betrag fünftausend BEF pro Antrag nicht überschreitet sowie die Schäden, deren Betrag fünfhunderttausend BEF pro Antragsteller und pro Kalenderjahr überschreitet.

Unbeschadet der im vorstehenden Absatz vorgesehenen Beträge wird die Entschädigung für durch Fischreiher und Kormorane verursachte Schäden auf einen Höchstbetrag von fünfzehntausend BEF pro Hektar freien Fischzuchtwassers beschränkt.

Art. 6 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
Anlage

ANTRAG AUF ENTSCHÄDIGUNG
INFOLGE VON DURCH GEWISSE GESCHÜTZTE TIERARTEN VERURSACHTEN SCHÄDEN

Dieses Formular bitte in Blockschrift ausfüllen und dem Vorsitzenden der Verwaltungskommission Ihres Bezirks ordnungsmäßig ausgefüllt und unterzeichnet übermitteln.

1° Identifizierung

Betriebsnummer (1):	
Gesamtfläche der Grundstücke: ha..... a.....ca
Name:	Vorname (oder Name (2)):
Geburtsdatum des Antragstellers (2):	
Straße und Nummer:	
PLZ und Ortschaft:	Provinz:
Tel.Nr.:.../.....	Fax.Nr.:.../.....
Kontonummer:.....-.....-..	

2° Erklärung :

Ich erkläre hiermit Landwirt/Fischzüchter/Forstwirt/Gärtner zu sein (3) und Kenntnis von den Bedingungen genommen zu haben, die im Erlaß der Wallonischen Regierung über die Entschädigung für durch bestimmte geschützte Tierarten verursachte Schäden vorgeschrieben sind, um eine Entschädigung infolge der durch die folgende geschützte Tierart verursachten Schäden zu erhalten:

Ich stelle auf der nachstehenden Tabelle das Inventar der gesamten Parzellen meines Betriebs auf, für die ich eine Entschädigung infolge von durch eine geschützte Tierart verursachten Schäden beantrage. Beiliegend finden Sie auch einen Auszug aus einer topographischen Karte im Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000, auf der die betroffenen Parzellen oder Grundstücke rot umrandet sind.

Als Anlage/Binnen zehn Tagen (3) schicke ich Ihnen ein Formular zu, das durch die Sozialversicherungskasse ausgefüllt ist und meine hauptberufliche Tätigkeit als Landwirt, Fischzüchter, Forstwirt oder Gärtner bescheinigt sowie jede Information, die ich für nützlich halte.

Ich bescheinige, daß diese Erklärungen richtig und ausführlich sind.

(Datum und Unterschrift des Antragstellers)

INVENTARTABELLE DER PARZELLEN, DIE SCHÄDEN ERLITTEN HABEN

Nr. der topografischen Karte im Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000	Nr. der Parzelle oder Kadasternummer	Fläche der Parzelle		
		ha	a	ca
		oder Gesamtanzahl Einzelwesen: oder gesamte Biomasse:		

- (1) Wie auf der Identifizierungskarte Ihres Betriebs angegeben (nur für Landwirte)
(2) Im Falle einer Rechtspersönlichkeit: den Namen und das Alter des bzw. der Geschäftsführer angeben
(3) Unzutreffendes bitte streichen

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 1998 über die Entschädigung für durch bestimmte geschützte Tierarten verursachte Schäden beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Oktober 1998

Der Minister Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2907

[S - C - 98/27599]

8 OKTOBER 1998. — Besluit van de Waalse regering betreffende de vergoeding voor schade die door sommige beschermde diersoorten wordt aangericht

De Waalse regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 58sexies, ingevoegd bij het decreet van 22 januari 1998;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud), gegeven op 26 mei 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 12 maart 1998 over de aanvraag om verlening van advies binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 juni 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° beschermde diersoorten : de Europese das (*Meles meles*), de visotter (*Lutra lutra*), de Europese bever (*Castor fiber*), de blauwe reiger (*Ardea cinerea*) en de grote aalscholver (*Phalacrocorax carbo*);

2° schade : de schade waarvoor een vergoeding vereist kan worden krachtens artikel 58sexies van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

3° deskundige : de persoon van wie de bevoegdheid op het gebied van de door wilde diersoorten veroorzaakte schade erkend is;

4° afgebakend bosbeheerdistrict : de Directie in de zin van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997 betreffende de ambtenaren van het bosbeheer;

5° landbouwkundig ingenieur : de landbouwkundig ingenieur van het district van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest, dat overeenstemt met het afgebakend bosbeheerdistrict waarin het merendeel van de schade is vastgesteld;

6° bosbouwkundig ingenieur : de Directeur van de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, die belast is met het afgebakend bosbeheerdistrict waarin de schade of het merendeel ervan is vastgesteld;

7° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het Natuurbehoud behoort.

Art. 2. § 1. De administratieve commissie wordt door de bosbouwkundig ingenieur voorgezeten.

Behalve door buitengewone omstandigheden gewettigde uitzondering vergadert de administratieve commissie op de standplaats van de bosbouwkundig ingenieur.

§ 2. De leden van de administratieve commissies worden niet bezoldigd voor hun dienstverleningen, met uitzondering van de deskundigen, die recht hebben op :

1° een vaste bezoldiging van 4 000 BEF per zitting van drie uur;

2° de terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten. Daartoe worden deze personen gelijkgesteld met ambtenaren van rang A3.

De bezoldiging en de terugbetaling worden maandelijks verricht op grond van een waar en oprecht verklaarde onkostennota die overgemaakt wordt aan de voorzitter van de administratieve commissie.

Art. 3. § 1. De vergoedingsaanvraag wordt ingediend bij de voorzitter van de administratieve commissie van het grondgebied waar de schade werd aangericht. In voorkomend geval kan het dossier binnen tien dagen aangevuld worden. De aanvraag moet door de aanvrager ondertekend worden.

Als de beschadigde goederen onverdeeld zijn, kan de aanvraag ingediend worden door één van de mede-eigenaars in naam van de andere mede-eigenaars die hem daartoe gemachtigd hebben.

§ 2. Als de aanvrager schade geleden heeft op gronden die gelegen zijn op het grondgebied van verschillende administratieve commissies, moet hij zijn vergoedingsaanvraag voor de gezamenlijke schade indienen bij de administratieve commissie van het ambtsgebied waar de meeste schade is aangericht.

§ 3. De vergoedingsaanvraag gaat vergezeld van :

1° het aanvraagformulier betreffende de vergoeding voor de schade aangericht door één van de in dit besluit bedoelde beschermde diersoorten, waarvan het model bij dit besluit gaat;

2° een uittreksel van de topografische kaart op schaal 1/10 000 of 1/25 000, waarop de betrokken percelen of gronden rood omringd zijn;

3° een door het Sociale Verzekeringsfonds ingevuld formulier, waarmee bevestigd wordt dat het hoofdberoep van betrokkene land-, bos- of tuinbouwer of viskweker is;

4° alle gegevens waarover de aanvrager beschikt en die hij nuttig acht.

Art. 4. § 1. Zodra de voorzitter van de administratieve commissie de vergoedingsaanvraag in ontvangst heeft genomen, wijst hij één of meer deskundigen aan die zich, samen met de aanvrager, binnen zeven werkdagen na ontvangst van de aanvraag naar de plaats van de schade begeven.

De deskundige(n) maakt/maken een verslag op met o.a. een raming van de financiële schade. Het verslag wordt binnen vijf werkdagen na de vaststelling ter plaatse overgemaakt aan de voorzitter van de administratieve commissie.

§ 2. Als een lid van de administratieve commissie niet genoeg garanties kan bieden omtrent zijn onpartijdigheid i.v.m. de vergoedingsaanvraag, moet hij zich vóór de behandeling van het dossier onbevoegd verklaren.

§ 3. Binnen een termijn van dertig werkdagen na ontvangst van de aanvraag spreekt de administratieve commissie zich bij consensus uit en stelt ze de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven in kennis van de beslissing waarbij het bedrag van de schade eventueel wordt vastgesteld.

De administratieve commissie kan de aanvrager een aanvullende vergoeding toestaan en eisen dat dat bedrag gebruikt wordt voor de aanschaffing van middelen om nieuwe schade te voorkomen. Deze extravergoeding wordt bovenop de vergoedingssommen voor de aangerichte schade gestort.

Art. 5. De schade die minder dan 5 000 BEF per aanvraag bedraagt, wordt niet vergoed, evenmin als die boven 500 000 BEF per aanvrager en per kalenderjaar.

Onverminderd de in het vorige lid bedoelde bedragen wordt de door reigers of aalscholvers veroorzaakte schade vergoed tot maximum 15 000 BEF per hectare visteeltvrij water.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheden het Natuurbehoud behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage

AANVRAAG OM VERGOEDING VOOR SCHADE
AANGERICHT DOOR SOMMIGE BESCHERMDE DIERSOORTEN

Dit formulier moet behoorlijk ingevuld en ondertekend worden overgemaakt aan de voorzitter van de administratieve commissie van uw district. HOOFDLETTERS gebruiken a.u.b.

1° Personalia

Bedrijfsnummer (1) :
 Totale grondoppervlakte : ... ha... a... ca
 Naam : Voornaam (of naam (2)) :
 Geboortedatum van de aanvrager (2) :
 Straat en nummer :
 Postcode en woonplaats : Provincie :
 Telefoon :.../..... Fax :.../.....
 Rekeningnr. :...-.....-...

2° Verklaring

Ik verklaar landbouwer/viskweker/bosbouwer/tuinbouwer (3) te zijn en kennis te hebben genomen van de voorwaarden opgelegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de vergoeding voor schade die door sommige beschermde diersoorten wordt aangericht, met het oog op een vergoeding voor de schade die is aangericht door de volgende beschermde diersoort :.....

Onderstaande tabel bevat de lijst van al de percelen van mijn bedrijf die geleden hebben onder de door een beschermd diersoort aangerichte schade, waarvoor ik een vergoeding vraag. Ik voeg tevens een uittreksel bij van een topografische kaart op schaal 1/10 000 of 1/25 000 waarop de betrokken percelen of gronden rood omringd zijn.

Bij deze aanvraag voeg ik/ik verstuur binnen tien dagen (3) een door het Sociaal Verzekeringsfonds ingevuld formulier waarmee bevestigd wordt dat mijn hoofdberoep landbouwer/ viskweker/bosbouwer/tuinbouwer is, alsmede alle gegevens die ik nuttig acht.

Ik bevestig dat deze verklaringen oprecht en volledig zijn.

(datum en handtekening van de aanvrager)

LIJST VAN DE PERCELEN WAAR DE SCHADE IS AANGERICHT

Nr. topografische kaart op schaal 1/10 000 of 1/25 000	Perceelnr. en kadastrnr.	Perceeloppervlakte		
		ha	a	ca
		of totaal aantal individuen : of totale biomassa :		

(1) Zoals vermeld op de identificatiekaart van uw bedrijf (alleen voor landbouwers).

(2) In geval van rechtspersoonlijkheid : de naam en de leeftijd van de zaakvoerder(s) van het bedrijf vermelden.

(3) Schrappen wat niet past.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 1998 betreffende de vergoeding voor schade die door sommige beschermde diersoorten wordt aangericht.

Namen, 8 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
 R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
 G. LUTGEN